



Flash Information CGT Educ' ACTION

Académie de Nice

[Octobre 2018 - Trimestriel]

«NOTRE TEMPS DE CUISSON»

Pensez à une marmite en fonte remplie d'eau froide dans laquelle nage tranquillement une grenouille. La marmite est posée sur la cuisinière allumée qui chauffe l'eau, lentement, puis tiédit, agréablement. Cette brave grenouille poursuit ses exercices, calme, heureuse, comme dans la mare au printemps. Pendant ce temps, la température grimpe encore et encore tant et si bien que la grenouille fatigue à tel point que réagir lui paraît maintenant impossible. Voilà où nous en sommes. Vous connaissez certainement la fin ? La grenouille est bouillie, mangée puis digérée et ses restes mis à la poubelle.

Pardonnez-moi la fable pour sa cruauté animale et peut-être son manque d'originalité. « Voilà où nous en sommes », il s'agit en effet de nous-même. Les réformes pleuvent dans l'inquiétante résignation de la salle des profs, cela ferait presque penser à de l'indifférence. On se lasse même de devoir énumérer tous les mauvais coups portés à notre modèle social, à l'école, à nos statuts. Comme pour le batracien, il y a fatalement une accoutumance à ce haut niveau de température. Il ne faut pas s'en blâmer.

Est-ce vraiment de l'indifférence d'ailleurs ? Non. Plutôt de la colère, une colère à bout de souffle, étouffée sous les scuds. Finalement, tant qu'on nous le permettra on se contentera de l'essentiel : faire de tout cœur notre travail, ce qui nous guide, transmettre le monde, et surtout transmettre l'espoir qu'il soit meilleur. A défaut d'y croire pour nous-même on place un peu de nos espérances,

avec un zeste d'optimisme, dans les générations suivantes.

Mais rien n'est perdu pour nous, il est toujours temps d'agir ou de réagir : sortir entre collègues manifester nos désaccords, se syndiquer et se défendre collectivement, envoyer un signal clair en exprimant son suffrage aux élections professionnelles ...

Elles approchent. Pour filer la métaphore de la grenouille, il s'agit de savoir si nous nous contentons de rajouter de l'eau plus ou moins tiède dans la marmite ou si nous coupons les feux.

Idéalement, il s'agirait même de

bondir de l'oppressante marmite. **Pour le dire sans métaphore, le scrutin du 29 novembre au 6 décembre va se résumer à une chose : est-il raisonnable de continuer à faire confiance à ceux qui s'entêtent à poursuivre des négociations chimériques avec nos cuisiniers ou faut-il chavirer cette chaîne alimentaire ?**

Akhenaton, pas le pharaon, rappelle : « les traîtres et les menteurs, les aigris, les glandeurs, les porcs et les poulets, [...] les cupides, les voleurs ; les nazis, les colleurs ; les cailles et les moutons j'ai leurs temps de cuisson ». Comme la grenouille, comme nous, il ignore notre temps de cuisson mais il paraît maintenant vital d'en finir avec cette triste fable. C'est jouable !

La valeur de l'once d'espoir est à la hausse.

Olivier Gérard
Secrétaire Général Académique

Les réformes pleuvent dans l'inquiétante résignation de la salle des profs ...

Sommaire

Edito : page 1

LP Les raisons de la colère : page 2

D'un collège à l'autre ... : page 3

Motion de soutien : page 3

Chronique de Philippe Martinez : page 4



LA CGT EDUC'ACTION

CONTRE UNE SELECTION DE CLASSE

LP, LES RAISONS DE LA COLÈRE !

Pour la CGT EDUC'ACTION la finalité de la voie professionnelle est de permettre, à la fois une insertion immédiate dans la vie active et des possibilités de poursuite d'études réussies. Les grilles horaires élèves proposées vont à l'encontre de ces objectifs, elles vont entraîner des **suppressions de postes dans toutes les disciplines**. Les « secondes par famille de métiers » censées retarder l'orientation seront également source de suppressions de postes en permettant un remplissage optimum des classes. Nos syndicats considèrent aussi que les incertitudes qui subsistent sur les modalités de restructuration de la filière GA sont inacceptables.

La volonté d'**implantation d'unité de formation en apprentissage dans tous les lycées professionnels** qui induira, de fait, la mixité des publics et des parcours, menace à terme les conditions de travail et le statut des professeurs de lycée professionnel.

Ces dispositions doivent être mises en œuvre dès la rentrée de septembre 2019 et le projet de grilles horaires, qui entérine les suppressions de postes et les baisses des horaires disciplinaires, sera soumis au vote du CSE le 10 octobre.

Il y a donc urgence à s'opposer fermement pour obtenir une autre réforme qui vise réellement l'excellence.

La filière tertiaire ne doit pas être le ballon d'essai pour un bac pro modulaire à l'image de ce qui se profile pour le bac général et technologique!

ARCU-GA-Commerce/Vente : vers une fusion généralisée

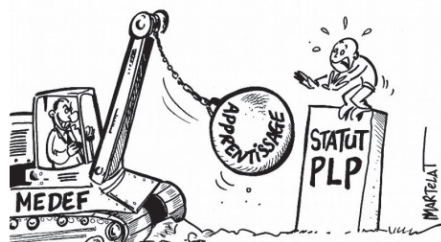
Le bac pro "Métiers de l'accueil" remplacera dès septembre 2018, le bac pro ARCU qui s'éteindra en 2020. Le nouveau référentiel est intégralement découpé en blocs de compétences. La dimension clientèle est associée à celles d'utilisateurs et de public, et les tâches administratives sont davantage intégrées dans ce référentiel.

L'étude de cas est ramenée dans sa durée de 3h à 4h et s'aligne ainsi sur la durée des autres bacs du tertiaire «service aux entreprises». D'où l'évocation d'une possible fusion entre ces deux spécialités (GA et ARCU). Celle-ci conduirait encore à une déspecialisation et ferait planer une lourde menace sur les postes et les contenus d'enseignement au détriment de la qualification et de l'expérience professionnelle des collègues. La formation n'en serait que plus généraliste et les savoirs et savoir-faire toujours plus transversaux. Quel sera alors le niveau de recrutement des bachelier·es issu·es de cette filière quand déjà aujourd'hui, il est jugé insuffisant par les entreprises? Dans quel BTS s'orienteront les jeunes bachelier·es qui voudront poursuivre?

La filière tertiaire ne doit pas être le ballon d'essai pour un bac pro modulaire à l'image de ce qui se profile pour le bac général et technologique!

Pour la CGT, il ne peut y avoir de sous lycée ni de sous métier ! Elle défend la spécialisation et la qualification à l'issue d'une formation diplômante.

LaureGuérard
co-secrétaire générale 06



LE CHOIX DU COLLECTIF

**ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DU 28 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2018 :
CHAQUE VOIX VA COMPTER !**

**VOTEZ ET FAITES VOTER
POUR LES CANDIDAT·ES DE LA CGT ÉDUC'ACTION !**

LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La Cgt-Educ'Action n'a d'autres ressources que les cotisations de ses adhérent·es. ADHEREZ ! <http://cgteducactionnice.org/spip.php?article1917>



D'UN COLLÈGE À L'AUTRE....TOUJOURS LES MÊMES PROBLÉMATIQUES !

Je pourrais commencer cet article en paraphrasant Coluche, « c'est l'histoire d'un mec... » car c'est bien de cela dont il s'agit mais contrairement aux histoires de l'humoriste, on ne rigole pas, ou alors jaune !

Il y a quelques années les collègues d'un collège de Nice s'étaient mobilisé·es contre la gestion de leur établissement par un odieux personnage, le chef d'établissement. Car, non seulement il supprimait tous les projets pédagogiques mais il était, en plus, odieux avec la gente féminine. Après moult journées de grève et réunions au rectorat, le monsieur fut.....déplacé.

Depuis 4 ans il sévit dans un collège d'Antibes où les collègues furent bien patients. Cependant il y a deux ans les AED ont contacté la CGT EDUC'ACTION car elles n'avaient pas de pause dans la journée, non vous ne rêvez pas, nous sommes bien au XXI^è siècle. J'ai rappelé au monsieur les textes qu'il a dû appliquer sous peine de me revoir !!

Mais les choses ne se sont pas calmées pour autant. Les collègues ont réagi car un élément déclencheur les y a aidé.

C'est alors que la parole, surtout féminine, s'est libérée. Les faits, les mots ont été consignés dans un dossier remis aux plus hautes autorités académiques.

Il est vraiment inconcevable qu'un tel personnage ait pu sévir autant d'années dans l'éducation nationale en échappant à toutes sanctions !

Le rectorat s'était engagé fin juin à prendre une décision, or le 27/08 ce principal était toujours en poste, fier comme Artaban. Les enseignant·es et personnels de vie scolaire ont menacé d'une grève en présence des médias, ce qui a accéléré la prise de décision.

Ce chef d'établissement est mis à pied, une enquête administrative a été diligentée dans l'établissement. Il ne reste plus qu'à espérer que cet odieux personnage soit mis hors d'état de nuire.

Comment notre administration peut-elle « protéger » un type qui enfreint toutes les règles et se permet de considérer les femmes comme des proies ?

Des conseils de discipline se font pour des enseignant·es qui n'en peuvent plus mais n'ont pas fait le quart de la moitié de ce que lui a fait, y aurait-il deux poids deux mesures, selon de quel côté on se place ? Selon qu'on soit gueux ou puissant ?

Pour finir sur une note d'humour, et bien il pourra toujours traverser la rue pour trouver un autre job !

LaureGuérard
co-secrétaire générale 06

MOTION DE SOUTIEN AUX CAMARADES DE L'ACADÉMIE D'ORLÉANS TOURS

Le Conseil National de l'Union réuni le 26 septembre, **dénonce la répression syndicale** qui frappe les deux secrétaires académiques de la CGT Educ'action et du SNETAA FO de l'académie d'Orléans Tours.

Les deux responsables syndicaux·ales, enseignant·es au lycée professionnel Denis Papin, à Romorantin, suspendu·es depuis la rentrée par mesure conservatoire, seront traduit·es en conseil de discipline.

Dans un contexte national de répression contre les syndicalistes qui résistent dans le public comme dans le privé, cette nouvelle procédure vise à faire taire toutes celles et ceux qui continuent à agir pour le progrès social.

Face à cette nouvelle attaque contre les droits et libertés syndicales, qui a pour but d'instaurer un climat de peur parmi les personnels, le Conseil National de l'Union des Syndicats CGT Educ'Action appelle l'ensemble des militant·es et syndiqué·es de la CGT à **soutenir ces deux militant·es menacé·es de sanction et à combattre les discriminations syndicales, les entraves aux droits syndicaux et à défendre la liberté d'expression.**

À Dourdan, le 26 septembre 2018



LA CGT EDUC'ACTION

POUR L'ACCUEIL DES MIGRANTS

Ce n'est pas l'immigration qui crée du dumping social, mais l'absence de droits !

Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, est asséné un certain nombre de contre-vérités sur l'immigration visant à opposer de manière caricaturale « main-d'œuvre étrangère » et « main-d'œuvre nationale ». Ces raccourcis dangereux sont utilisés sous prétexte de « protéger » la « main-d'œuvre locale » avec une évidente méconnaissance des réalités du monde du travail. La CGT, présente au cœur des entreprises et des services, forte de son expérience en faveur des travailleurs migrants, tient à rétablir un certain nombre de vérités.

Rappelons d'abord que le discours nationaliste visant à opposer travailleurs français et travailleurs immigrés est une vieille recette d'extrême droite.

Les réactions identitaires et la désignation des travailleurs immigrés comme boucs émissaires ont accompagné les périodes de crises économiques et la montée des fascismes en Europe. Il est irresponsable dans la période que nous vivons de semer la confusion et d'attiser de tels sentiments d'opposition entre salariés pouvant mener à la haine.

Le fait migratoire est un phénomène incontournable, stable et continu dans l'histoire de l'humanité.

Prétendre que l'on peut stopper ou maîtriser les mouvements migratoires est un leurre politicien et une posture idéologique. Les plus hauts murs n'empêcheront

jamais des personnes de fuir, au péril de leur vie, la guerre, la misère économique ou les persécutions.

Les vagues migratoires aussi font partie intégrante de notre histoire. Elles ont construit, façonné la richesse de notre réalité culturelle et contribué au développement économique de notre pays depuis des siècles.

« Ce n'est pas en opposant les salariés entre eux que nous protégerons nos droits. C'est en luttant ensemble, en insistant sur « ce qui nous lie », et non sur « ce qui nous oppose », que nous pourrons nous battre efficacement pour une société meilleure et égalitaire. »

Nous ne faisons pas face à une invasion de migrants et notre pays doit accueillir humainement et dignement ceux qui fuient leurs pays. Cela se nomme la fraternité.

Ces salariés font partie intégrante de la classe ouvrière !

Ce n'est pas l'immigration qui crée du dumping social mais l'absence de droits !

Les nombreux combats menés par les travailleurs engagés avec la CGT, toujours victorieux, démontrent que ces travailleurs migrants ne sont pas déterminés à se faire exploiter, mais déterminés à se battre pour leur dignité, leurs droits et l'égalité de traitement : « A travail égal, salaire égal ! »...

Philippe Martinez
Secrétaire Général de la CGT

Tribune parue dans le Monde 26 septembre 2018
Lire la tribune complète sur
<http://cgteducationnice.org/spip.php?article4375>

CONTACTEZ NOS ELU·ES

Pour les PLP :

Sylvie : 06.70.89.56.63
Laurent : 06.52.75.68.62

Pour les certifié-es et agrégé-es :

Laure : 06.87.87.03.10
Benoît : 06.82.03.68.41

CONTACTS

ALPES MARITIMES

06@cgteduc.fr
06.99.34.98.01
<http://cgteducationnice.org>

VAR

cgteduc83@cgteducvar.fr
06.59.95.68.28
<http://www.cgt-education-var.fr>

